

PEUT-ON COMPARER LES GRANDES CRISES DE 1873, 1929 ET 2008 ?

Dominique Plihon

Réseau Canopé | « Idées économiques et sociales »

2013/4 N° 174 | pages 12 à 15

ISSN 2257-5111

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-4-page-12.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Réseau Canopé.

© Réseau Canopé. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Peut-on comparer les grandes crises de 1873, 1929 et 2008 ?

L'histoire du capitalisme est jalonnée de crises récurrentes d'inégale gravité. Par sa profondeur, la crise, qui a débuté aux États-Unis en 2007 sur le marché des *subprimes* et s'est propagée à l'économie mondiale à partir de 2008, peut être comparée aux grandes crises de 1873 et 1929. Ces trois crises ont en commun une triple dimension financière, sociale et économique¹.

Dominique Plihon,
Centre d'économie de
Paris-Nord, université
Paris 13 Sorbonne
Paris Cité

¹ Une première version de ce texte est parue dans la revue *Les Temps nouveaux* en 2010.

² Les nombres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

À la différence de celles de 1873, 1929 et 2008, la plupart des crises financières récentes n'avaient pas une triple dimension à la fois financière, sociale et économique. Ainsi, la crise boursière de 1987 a eu une portée internationale mais sans impact économique majeur. De même, les crises financières qui ont secoué les pays émergents dans les années 1990 n'ont pas eu les répercussions sur l'économie mondiale que l'on pouvait craindre. Le « krach Internet » de 2000, s'il a mis un terme à l'épisode de « la nouvelle économie », ne s'est pas traduit par une crise économique durable.

En revanche, la crise de 2008, comme celles de 1873 et 2009, apparaît comme une des crises systémiques majeures qui ont entraîné une rupture dans le régime de croissance mondial dominant. La crise de 1873 est à l'origine d'une longue période (1873-1896) de stagnation économique en Europe et aux États-Unis – qualifiée de première Grande Dépression – qui marqua la fin du XIX^e siècle [1]². Elle a ensuite été suivie par une phase de prospérité – les « Années folles » – associée à la première mondialisation financière. La crise de 1929 a occasionné une nouvelle rupture, encore plus profonde que la première Grande Dépression, qui a été marquée par des enchaînements déflationnistes brutaux, avec un effondrement généralisé de la production aux conséquences sociales dramatiques dans la quasi-totalité du monde industrialisé [2]. Quant à la crise qui a débuté en 2007, elle a entraîné une chute brutale de la production à partir de 2009, avec des effets durables sur l'économie mondiale.

Ces trois grandes crises du capitalisme présentent de grandes différences, car l'environnement insti-

tutionnel, technologique et international a considérablement évolué de 1873 à 2007. Toutefois, au-delà du ralentissement économique durable qu'ils ont engendré, ces trois épisodes de forte instabilité du capitalisme ont d'importantes similitudes. Six « marqueurs » caractérisent ces crises systémiques : (1) la prégnance du libéralisme économique ; (2) l'irruption de « pays neufs » ; (3) l'effondrement du système bancaire et financier ; (4) l'excès d'investissement et de production ; (5) la montée des inégalités, et (6) le rôle des politiques économiques.

Le libéralisme économique et le laisser-faire

On constate que chacune des grandes crises est précédée d'une période de laisser-faire qui amène les gouvernements à sous-estimer les déséquilibres économiques et financiers engendrés par leurs politiques libérales. Les années qui précèdent la crise de 1873 correspondent à la première expérience de libéralisation des échanges commerciaux. Depuis le traité de libre-échange de 1860 entre le Royaume-Uni et la France, les pays industrialisés européens multipliaient les accords de libre-échange bilatéraux, tout en s'accordant la clause de la nation la plus favorisée, ce qui entraîna une libéralisation croissante des échanges. Ces politiques eurent pour effet d'accentuer les déséquilibres extérieurs des pays européens, à commencer par la France. La crise de 1873 a amené les gouvernements à prendre des mesures protectionnistes (tarifs Méline en France pour protéger les agriculteurs). Lorsque les effets dépressifs de la crise s'atténuent à

la fin du XIX^e siècle, les frontières s'ouvrent à nouveau, les échanges commerciaux et les flux financiers internationaux augmentent rapidement. Les gouvernements pratiquent le laisser-faire. Les mouvements de capitaux ne font l'objet d'aucun contrôle. C'est l'âge d'or de « la première mondialisation » [3]. Interrompu en 1914, le processus de mondialisation fondé sur une « régulation concurrentielle » par le marché reprend dans l'entre-deux-guerres. Dans la seconde moitié des années 1920, les déséquilibres s'accumulent aux États-Unis, d'où partira la grande crise, sans que les gouvernements ne cherchent à intervenir.

De nombreux travaux ont établi le lien existant entre les crises contemporaines et les politiques néolibérales [4]. La multiplication des crises financières dans les pays émergents à partir des années 1990 est directement liée au processus de libéralisation rapide dans ces pays. Quant à la crise des *subprimes* aux États-Unis, on peut se demander si elle aurait eu lieu si les autorités américaines n'avaient pas levé toutes les mesures de protection contre le surendettement, d'une part, et n'avaient pas pratiqué la politique du laisser-faire à l'égard du « *shadow banking system* » spécialisé dans la prise de risque spéculative.

L'irruption de pays neufs

L'émergence de pays neufs semble être un autre trait caractéristique commun à ces trois grandes crises. Les années précédant 1873 voient, en effet, émerger des pays neufs, particulièrement dans le secteur agricole qui était alors stratégique. Les exportations agricoles en provenance du Canada, des États-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et de la Russie (pays où la culture extensive prédomine et où par ailleurs le coût de main-d'œuvre est très bon marché) s'imposent au détriment des producteurs domestiques en France, en Allemagne et en Angleterre. La France, en particulier, voit sa production agricole durement atteinte, alors même que celle-ci représentait encore un pourcentage très important de son PIB.

Pendant la période qui précède 1929, les États-Unis, qui avaient calibré leur agriculture pour qu'elle subvienne massivement aux besoins du monde, sont à leur tour bousculés par un regain d'activité inattendu chez les vieux pays agricoles que sont redevenus après la guerre l'Allemagne et la France.

L'apparition de pays dits « émergents » en Asie et en Europe de l'Est, caractérise également les années précédant la crise de 2008. Ces pays adoptent un

modèle de croissance tiré par l'exportation et mènent des politiques commerciales agressives, fondées sur les bas salaires et la sous-évaluation de leurs monnaies. Il en résulte une dégradation du commerce extérieur de la plupart des vieux pays industrialisés, à l'exception de l'Allemagne, avec des conséquences défavorables sur l'activité et l'emploi. Par suite de cette concurrence, ces vieux pays industrialisés se trouvent menacés collectivement d'une « récession par le commerce extérieur ».

L'effondrement du système bancaire et financier

Cette dimension des grandes crises du capitalisme est la plus connue. La Grande Dépression de 1873 débute le 9 mai à Vienne lorsque la bourse s'effondre. La crise se propage et affecte peu de temps après la Bourse de New York et les autres places européennes. Ces crises financières en chaîne sont déclenchées par la spéculation sur les chemins de fer et la sidérurgie, cœur de la révolution industrielle et technologique de la seconde moitié du XIX^e siècle. On peut tracer un parallèle entre l'effondrement de la bourse de New York en septembre 2008 et les événements d'octobre 1929 [2]. Dans les deux crises, les krachs boursiers vont de pair avec la faillite de grandes banques aux États-Unis et en Europe. À chaque fois, la spéculation alimente des prises de risques excessives par les banques, dont l'interdépendance se traduit par une crise du système bancaire dans son ensemble. Des travaux récents ont montré que les crises financières prennent une dimension systémique à la suite d'une bulle spéculative lorsque l'effondrement des prix d'actifs déstabilise les banques – acteurs centraux du capitalisme – dont la défaillance se répercute immédiatement sur la sphère productive de l'économie [5]. Les krachs de 1987 et de 2000 n'ont pas entraîné de crises systémiques, car ils ont été limités aux marchés boursiers et n'ont pas fragilisé les banques. La gravité des crises de 1929 et 2008 s'explique en partie par la gravité de la crise bancaire⁸.

L'excès d'investissement et la surproduction

Les crises les plus profondes se produisent lorsque l'investissement s'accélère au cours de plusieurs années consécutives jusqu'à ce que les capacités de production deviennent excessives par rapport à l'évolution de la demande globale finale. On trouve

⁸ La crise qui a secoué le Japon pendant une décennie dans les années 1990 s'inscrit aussi dans cette logique de crise systémique des banques et de la finance conduisant à une situation de déflation prolongée.

trace d'un tel facteur de crise durant les périodes qui précèdent 1873, 1929 et 2008.

Les historiens qui se sont penchés sur la crise de 1873 ont relevé une chute des dépenses d'investissement dans les années de crise. En particulier, la construction des chemins de fer, qui avait connu un essor remarquable dans les années 1840 à 1870, s'essouffle au début des années 1870 jusqu'en 1890.

Les années 1920 avaient également connu des dépenses d'investissement importantes. En France, ce mouvement correspond à la phase de reconstruction du pays, après la guerre. Dès que la crise boursière a éclaté, les entreprises ont réalisé qu'elles avaient collectivement trop investi au regard de la demande finale globale. Le recul brutal de leurs dépenses d'investissement contribua alors nettement à la chute de la production, de l'emploi et du revenu.

à l'endettement des ménages des classes sociales moyennes et inférieures, destiné à pallier la baisse du pouvoir d'achat de leurs revenus, a atteint ses limites. Il en est résulté un effondrement de la demande privée états-unienne, qui a entraîné un fort ralentissement des pays émergents, privés de leurs débouchés aux États-Unis. Ainsi, les racines de la crise ne peuvent être recherchées uniquement dans les sphères financière et productive, mais se trouvent aussi dans la distribution des revenus, qui s'est caractérisée par une montée des inégalités et une modification du partage de la valeur ajoutée au détriment des revenus du travail. Ce rôle des inégalités de revenus a été mis en avant par J. K. Galbraith [6] à propos de la crise de 1929, ainsi que par P. Krugman [7], prix Nobel d'économie en 2008. Ce dernier étudie les crises de 1929 et de 2008 et montre l'importance des inégalités

“ Ainsi, les racines de la crise ne peuvent être recherchées uniquement dans les sphères financière et productive, mais se trouvent aussi dans la distribution des revenus, qui s'est caractérisée par une montée des inégalités ”

De même, la période qui précède la crise de 2008 s'est caractérisée par un fort accroissement des capacités productives dans l'économie mondiale, particulièrement dans les pays de la périphérie. Les firmes transnationales des pays du centre ont contribué à ce processus d'accumulation productive par leurs investissements directs, en particulier dans les BRIC⁴. Ce comportement révélait alors un optimisme excessif des entreprises concernant l'évolution de la demande qui leur serait ultérieurement adressée. La récession qui a suivi la crise financière a mis au grand jour l'excédent des capacités productives dans le monde, ce qui a contribué à aggraver les tensions dépressives à l'échelle internationale.

Les racines sociales des crises

Le déclenchement de la crise des *subprimes* aux États-Unis en 2007 vient de ce que le recours massif

sociales dans les deux crises. Au cours des « Années folles », la consommation des ménages états-uniens des classes moyennes s'était fortement développée, notamment grâce au crédit. C'est ce qui a rendu ces derniers vulnérables au moment de la crise à partir de 1929⁵.

Le rôle déterminant des politiques économiques

La profondeur et la durée des crises du capitalisme dépendent en grande partie des politiques menées par les autorités publiques. De ce point de vue, il existe d'importantes différences entre les crises de 1873, 1929 et de 2008. La dépression des années 1880 s'est déroulée dans un contexte de libéralisme et n'a pas suscité une intervention plus marquée des États. La lutte contre la crise reste limitée à l'adoption de législations sur la réglementation bancaire et en faveur de la

⁴ Brésil, Russie, Inde, Chine.

⁵ Malheureusement, à notre connaissance, les historiens n'ont pas abordé cette question des causes sociales pour la crise de 1873, sans doute faute de données sur la distribution des revenus dont on sait cependant qu'elle était fortement inégalitaire à la fin du XIX^e siècle.

préservation de la concurrence. Ainsi aux États-Unis, l'*Interstate Commerce Act* (1887) interdit aux entreprises de chemin de fer de pratiquer le dumping et le partage des marchés. En France, l'État apparaît un peu plus interventionniste. Le plan Freycinet prévoit à partir de 1879 le développement des transports dans toute la France et distribue des crédits aux compagnies privées de chemin de fer.

Il est bien connu qu'au début de la crise de 1929, les autorités américaines ont pratiqué le laisser-faire, croyant que la « reprise serait au coin de la rue », selon la célèbre phrase du président Hoover. Par ailleurs, il est également établi que la gravité de la crise bancaire, avec la faillite d'un grand nombre de banques, est directement liée à l'absence d'intervention de la Fed en tant que prêteur en dernier ressort [8]. Ce laisser-faire des autorités politiques et monétaires américaines est l'une des causes majeures de la profondeur de la crise de 1929.

À l'occasion de la crise de 2008, les banquiers centraux – tirant les leçons de leur gestion catastrophique de la crise en 1929 – sont intervenus massivement et efficacement pour prêter en urgence aux banques commerciales en difficulté. Ce qui a évité un effondrement du système bancaire international. En revanche, on peut se demander si les politiques de sortie de crise sont à la hauteur des enjeux en ce début de XXI^e siècle. Les gouvernements avaient su mettre en œuvre à partir de 1933 (*New Deal*, Front Populaire) des politiques radicales de réformes financières et d'investissements publics ainsi qu'une fiscalité fortement redistributive, ce qui a contribué aux « Trente Glorieuses », marquées par une absence de crise financière. Par contraste, on ne peut que constater la timidité des réformes financières et fiscales des gouvernements actuels, soumis aux injonctions des marchés et des lobbies financiers. Dans ces conditions, la poursuite de l'instabilité économique et financière n'est pas à exclure...

Bibliographie

- [1] GILLES P., *Histoire des crises et cycles économiques : crises industrielles du XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2004.
- [2] GAZIER B., *La Crise de 1929*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2009.
- [3] BERGER S., *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Le Seuil, 2007.
- [4] STIGLITZ J., *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Livre de poche, 2006.
- [5] BOYER R., DEHOVE M. ET PLIHON D., *Les Crises financières*, Documentation Française, coll. « Les rapports du Conseil d'analyse économique », 2004.
- [6] GALBRAITH J. K., *La Crise économique de 1929 : autonomie d'une crise financière*, Paris, Payot, 1970.
- [7] KRUGMAN P., *L'Amérique que nous voulons*, Paris, Flammarion, 2008.
- [8] SCHWARTZ A., FRIEDMAN M., *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton university, 1963.